

100. En fait, cette année, les dépenses fédérales n'augmenteront que de 3 p. 100.

Selon moi, ce n'est pas là un plafond déraisonnable. Il ne s'agit certes pas d'une compression. Les crédits destinés à certains programmes sont gelés pour les deux prochaines années. Dans le cadre du financement des programmes établis, cela force les provinces à mieux administrer l'argent versé par le gouvernement fédéral à l'heure actuelle. Elles profiteront encore d'une augmentation des crédits en fonction de la croissance de leur population.

On sabre certains programmes. Des domaines comme le multiculturalisme et la citoyenneté sont touchés, de même que des programmes du Secrétariat d'État. Les critiques affirment que le gouvernement n'attache pas assez d'importance à ces questions. Or, le gouvernement crée un ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté, ce qui montre bien qu'il n'en est rien.

Certains programmes et projets sont supprimés. C'est notamment le cas du Programme de stimulation de l'exploration minière au Canada. Le projet de construction du brise-glace «Polar 8» est annulé, et le gouvernement retire son appui au projet OSLO. Nous n'aurions pas obtenu les résultats escomptés en menant ces projets à terme à cause des changements survenus dans le monde. Aussi, il n'est tout simplement pas prudent de les poursuivre maintenant. Si belles et si créatrices d'emplois que soient les calèches, il n'est pas prudent d'en continuer la production pour faire concurrence aux véhicules motorisés compte tenu des changements technologiques dans ce domaine.

Fait significatif, nous proposons de privatiser Petro-Canada. Nous recevons des demandes à cet effet depuis des années. Bon nombre de ces demandes viennent du président de cette compagnie lui-même. Or, si M. Hopper, celui qui dirige Petro-Canada, ne sait pas s'il est préférable de privatiser cette société ou non, personne ne le sait. Mais les députés de l'opposition disent: «Ce que vous faites est terrible. Vous ne devriez pas.» Or, si Petro-Canada est privatisée, elle pourra emprunter de l'argent sur le marché libre au lieu de venir demander celui des contribuables au gouvernement. Qu'y a-t-il de mal à cela?

Le budget à l'étude est un budget prudent. Et les changements envisagés sont également prudents et réalistes. Il n'y a rien de fâcheux dans ce budget sauf qu'il ne va pas assez loin, si j'ose dire. C'est ce que les gens de chez moi me disent. Pourtant, j'ai entendu le député d'une circonscription de Colombie-Britannique nous ré-

Le budget

diculiser parce que nous réduisons certaines dépenses. Or, les gens que j'ai entendus en Colombie-Britannique prétendent que nous ne les réduisons pas assez encore.

Les députés parlent également d'abomination en disant que ce budget va trop loin. Ils assurent que c'est ce que croit la majorité des Canadiens. Je prétends que l'opposition se trompe, monsieur le Président. Le Canadien ordinaire est plus intelligent qu'on ne l'imagine. Nous savons, d'après les explications que nous a données le ministre des Finances dans son exposé budgétaire, que les compressions, au lieu de l'austérité, auraient des effets nuisibles sur l'économie. Imposer des compressions brutales ne serait prudent ni maintenant ni jamais. C'est pour cette raison qu'il nous faudra attendre jusqu'au milieu des années 90 pour venir à bout du déficit. Nous ne pourrons pas nous attaquer à la dette tant que nous ne nous serons pas débarrassés du déficit.

Nous savons que ce sera une tâche longue et laborieuse. D'ailleurs, les mêmes députés nous demandent également pourquoi nous n'avons pas déjà épongé le déficit en six ans. Or, ce n'est pas une chose qu'on peut faire du jour au lendemain.

Nous savons que nous devons rester réalistes. Pourtant, les critiques d'en face soutiennent que le gouvernement a perdu contact avec la réalité. Je vous demande, monsieur le Président, qui a perdu contact avec la réalité alors que nous entendons l'opposition harceler le gouvernement pour qu'il dépense plus que ce qui entre dans ses coffres?

Ce sont ceux d'en face qui ont perdu contact avec la réalité. Ce sont eux qui parlent de la nécessité de dépenser davantage sans se demander où prendre l'argent. Ils réclament des mesures, mais ne réfléchissent pas aux conséquences et ils affirment représenter la majorité des Canadiens.

Dans mon dernier bulletin parlementaire, je donnais à mes électeurs la possibilité de me dire ce qu'ils pensaient des dépenses gouvernementales et du problème de la dette. Je leur présentais un bilan abrégé des comptes publics en leur demandant d'évaluer ce que nous faisons et où, à leur avis, il serait raisonnable d'apporter des changements. J'ai eu assez de difficulté à préparer mon sondage parce que je devais condenser les comptes publics. Il m'a fallu omettre beaucoup de renseignements, mais néanmoins, j'ai reçu une réponse claire.

Mes électeurs m'ont dit de réduire les dépenses du gouvernement. Ils ne me demandaient pas de dépenser davantage, mais moins. Ils estimaient que dans bien des secteurs, les dépenses étaient trop élevées. Ils ne précé-